

3° être compris entre 0,2 et 0,4 pourcent de la base de calcul définie à l'alinéa 2 du présent article.

Le Roi détermine le pourcentage de la base de calcul répondant aux conditions visées à l'alinéa précédent.

Art. 3. A la demande du Ministre de la Justice, le Ministre des Finances peut charger l'Administration de la TVA, de l'Enregistrement et des Domaines du recouvrement des contributions dont le paiement est resté en souffrance.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

—————
Note

(1) *Session 1996-1997.*

Chambre des représentants :

Documents — 408, n° 1 : Projet de loi. — 408, n° 2 : Amendements. — 408, n° 3 : Rapport. — 408, n° 4 : Texte adopté par la commission. — N° 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales de la Chambre : 6 février 1997.

Sénat :

Documents. — 1-536, n° 1 : Projet transmis par la chambre des représentants. — 1-536, n° 2 : amendements. — 1-536, n° 3 : Rapport. — 1-536, n° 4 : Texte adopté par la commission. — 1-536, n° 5 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 22 et 24 avril 1997.

3° gelegen zijn tussen 0,2 en 0,4 percent van de berekeningsgrondslag zoals bepaald in het tweede lid van dit artikel.

De Koning legt het percentage van de berekeningsgrondslag vast dat aan de in het vorige lid bedoelde voorwaarden voldoet.

Art. 3. Op verzoek van de Minister van Justitie kan de Minister van Financiën de Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen belasten met de invordering van de onbetaald gebleven bijdragen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

—————
Nota

(1) *Zitting 1996-1997.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Documenten. — 408, nr. 1 : Wetsontwerp. — 408, nr. 2 : Amendementen. — 408, nr. 3 : Verslag. — 408, nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie. — 408, nr. 5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Handelingen van de Kamer : 6 februari 1997.

Senaat :

1-536, nr. 2 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers. — 1-536, n° 2 : Amendementen. — 1-536, nr. 3 : Verslag. — 1-536, nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie. — 1-536, nr. 5 : Tekst niet aangenomen.

Handelingen van de Senaat : 22 en 24 april 1997.

F. 99 — 168

[S - C - 98/09600]

8 JUILLET 1998. - Arrêté royal relatif à la perception et à la redistribution de certains droits de suite en matière de droit d'auteur et des droits voisins et désignant les sociétés de gestion chargées de percevoir et de redistribuer les droits de suite qui n'ont pu être payés

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté qui est soumis à Votre signature, désigne, d'une part, les sociétés de gestion chargées de percevoir et de redistribuer les droits de suite qui n'ont pu être payés et détermine, d'autre part, les modalités de redistribution des droits de suite visés à l'article 13, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins (M.B. 27 juillet 1994, err. 22 novembre 1994).

Concernant le premier volet, l'article 13, alinéa 2, de la loi précitée prévoit que les droits de suite qui n'ont pu être payés le seront aux sociétés de gestion désignées par le Roi, qui les redistribueront selon les modalités fixées par le Roi. Les sociétés qui seront désignées en exécution de l'article 13, alinéa 2, devront redistribuer ces droits. Les sociétés de gestion des droits visés par le présent arrêté remplissent les conditions de gestion du droit de suite et sont autorisées à exercer leurs activités sur le territoire national en application de l'article 67 de la même loi.

Concernant le deuxième volet, les travaux préparatoires de la loi précitée du 30 juin 1994 indiquent que le législateur s'est rendu compte qu'il serait difficile d'appliquer les dispositions relatives au droit de suite. Il convient par conséquent de combler les imprécisions de la loi afin de pourvoir à son exécution. Conformément à la jurisprudence constante de la Cour de Cassation (Cass., 5 mai 1970, Pas., I, 1970, p. 766 et les références en note infrapaginale 1), selon laquelle il appartient au pouvoir exécutif de dégager du principe de la loi et de son économie générale, les conséquences qui en découlent naturellement d'après l'esprit qui a présidé à sa conception et les fins qu'elle poursuit, le présent arrêté fixe les règles visant à assurer la répartition des droits de suite.

N. 99 — 168

[S - C - 98/09600]

8 JULI 1998. - Koninklijk besluit betreffende de inning en de verdeling van bepaalde volgrechten op het stuk van het auteursrecht en van de naburige rechten en tot aanwijzing van de beheersvennootschappen, belast met de inning en de verdeling van de volgrechten die niet konden worden uitgekeerd

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, wijst enerzijds, de beheersvennootschappen aan die de volgrechten bepaald in artikel 13, tweede lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten zullen verdelen, en stelt, anderzijds de wijze van verdeling vast van voormelde rechten.

Wat het eerste luik betreft, is in artikel 13, tweede lid van voormelde wet gesteld dat de volgrechten die niet konden worden uitgekeerd, worden betaald aan de door de Koning aangewezen beheersvennootschappen die deze rechten zullen verdelen op de door de Koning bepaalde wijze. Deze vennootschappen zijn belast met het beheer van het volgrecht, en zijn op grond van artikel 67 van dezelfde wet, werkzaam op het nationale grondgebied.

Wat het tweede luik betreft, dient er vooreerst op gewezen te worden dat de parlementaire voorbereiding van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten aantoonde dat de wetgever er zich bewust van was dat het moeilijk zou zijn de bepalingen van het volgrecht toe te passen. Men is dan ook genoodzaakt de onnauwkeurigheden van de wet weg te werken om de wet uit te voeren. Overeenkomstig de vaste rechtspraak van het Hof van Cassatie (Cass. 5 mei 1970, Pas., I, 1970, blz. 766 en de verwijzingen in voetnoot 1) op grond waarvan het aan de uitvoerende macht toekomt uit het beginsel van de wet en de algemene economie ervan de gevolgtrekkingen af te leiden die er van nature uit voortvloeien volgens de geest die bij de opvatting ervan heeft voorgezeten en de doeleinden die ze nastreeft, stelt dit besluit de maatregelen vast die ertoe strekken de wijze van verdeling van de volgrechten te regelen.

A cet effet, l'article 2, alinéa 1^{er}, du présent arrêté prévoit que les sociétés de gestion des droits désignées par l'arrêté royal doivent ouvrir un compte bancaire commun sur lequel les montants visés à l'article 13, alinéa 2, seront versés.

L'arrêté fixe également la clé de répartition de ces montants entre les sociétés de gestion des droits désignées par l'arrêté royal. Les montants devront être répartis proportionnellement au montant des droits de suite perçus au cours de l'année civile précédente par chaque société de gestion.

Le contrôle sur ce compte bancaire sera effectué par le délégué du Ministre visé à l'article 76 de la loi précitée du 30 juin 1994.

Les débiteurs seront entièrement libérés par le versement sur le compte commun des droits de suite visés à l'article 13, alinéa 2, de la loi précitée du 30 juin 1994. S'il apparaît qu'une somme a été versée sur le compte commun alors qu'en réalité aucun droit de suite n'était dû, il convient de restituer cette somme à celui qui l'a versée.

La notification de la vente par le débiteur à une société de gestion des droits ou à l'auteur fait courir le délai de prescription de 3 ans. Afin d'éviter d'éventuels conflits, il convient de prévoir que les droits de suite qui n'ont pu être payés ne seront redistribués qu'à l'expiration du délai de prescription de l'action de l'auteur (article 13, alinéa 3 de la loi du 30 juin 1994). A cet effet, l'article 2, alinéa 3, du présent arrêté prévoit que les montants perçus par les sociétés de gestion désignées ne seront redistribués au sein de chaque société en question, qu'au terme du délai de prescription de trois ans.

La redistribution devra être effectuée conformément à l'article 69 de la loi précitée du 30 juin 1994. Cet article prévoit que les fonds récoltés qui de manière définitive ne peuvent être attribués doivent être répartis entre les ayants droit de la catégorie concernée par les sociétés, selon les modalités approuvées à la majorité des deux tiers en assemblée générale. A défaut d'une telle majorité, une nouvelle assemblée générale convoquée spécialement à cet effet statue à la majorité simple. L'utilisation de ces sommes fait l'objet, chaque année, d'un rapport spécial du commissaire réviseur.

Lorsque dans le délai de trois ans, l'ayant droit à une somme qui a été versée sur le compte commun est identifié, celui-ci peut réclamer le montant auquel il a droit à une des sociétés de gestion des droits désignées par le Roi en application de l'article 13, alinéa 2, de la loi précitée du 30 juin 1994. Il n'est donc pas obligé de réclamer cette somme à toutes les sociétés désignées par le Roi.

En vertu de l'article 3, § 1^{er}, les sociétés de gestion des droits doivent communiquer la liste des ayants droit qui leur ont confié la gestion de leurs droits au délégué du Ministre, visé à l'article 76 de la loi précitée du 30 juin 1994. Elles veillent également à ce que la liste soit complétée régulièrement.

Le délégué du Ministre assurera la publicité des listes d'ayants droit en les transmettant aux tiers qui en font la demande par écrit à leurs frais.

Cette disposition vise à améliorer la coopération entre les sociétés de gestion et les débiteurs. Au moyen de l'identification des ayants droit qui ont confié la gestion de leurs droits, on peut souvent éviter un versement indû sur le compte commun. En vertu de ses compétences générales, le délégué du Ministre peut contrôler la véracité du contenu des listes qui lui sont communiquées.

Les sociétés désignées par le Roi publient, en vertu de l'article 3, § 2, une fois par an au *Moniteur belge*, la liste des ayants droit dont les oeuvres ont fait l'objet d'une vente publique qui a donné lieu au versement du droit de suite sur le compte commun. A défaut d'identification des ayants droit, elles publient au *Moniteur belge* la liste des oeuvres ayant fait l'objet d'une vente publique qui a donné lieu au versement du droit de suite sur le compte commun ainsi que la date de la vente publique et la date de la notification de la vente à une société de gestion des droits.

Cette disposition prévoit la publicité nécessaire vis-à-vis des ayants droit non-identifiés au moment de la notification de la vente. Suite à cette publication, ceux-ci peuvent se présenter auprès d'une société de gestion désignée afin de recevoir leurs droits de suite. Une telle information est indispensable pour un ayant-droit, puisqu'il doit

In onderhavig besluit bepaalt artikel 2, eerste lid, dat de voor het volgrecht aangewezen beheersvennootschappen een gemeenschappelijke rekening moeten openen, waarop de bedragen, bepaald in artikel 13, tweede lid, kunnen worden gestort.

Het besluit regelt tevens de verdeelsleutel van deze bedragen tussen de bij koninklijk besluit aangewezen beheersvennootschappen. De bedragen zouden telkens in evenredigheid van het bedrag aan volgrechten geïnd tijdens het vorige kalenderjaar door elk van deze beheersvennootschappen, verdeeld worden.

De controle van deze rekening zal worden waargenomen door de afgevaardigde voorzien bij artikel 76 van voormelde wet van 30 juni 1994.

Door storting op de gemeenschappelijke rekening van de volgrechten bepaald in artikel 13, tweede lid, van voormelde wet van 30 juni 1994, zullen de betalingsplichtigen volledig bevrijd zijn. Wanneer echter een onverschuldigde storting heeft plaatsgevonden op de gemeenschappelijke rekening, dient het bedrag van deze storting terug te worden overgemaakt aan degene die ze gestort heeft.

De kennisgeving van de verkoop door de debiteur aan een beheersvennootschap of aan de auteur doet de verjaringstermijn van 3 jaar ingaan. Ten einde conflicten te vermijden, mogen de volgrechten die niet konden worden uitgekeerd, slechts bij het verstrijken van de verjaringstermijn van de vordering van de auteur worden uitgekeerd (artikel 13, derde lid, van voormelde wet van 30 juni 1994). Daartoe voorziet artikel 2, derde lid, van het besluit dat de door de aangewezen beheersvennootschappen geïnde bedragen, bij het verstrijken van een termijn van 3 jaar vanaf de berekening van de verkoop, binnen elke beheersvennootschap in kwestie herverdeeld zullen worden.

De herverdeling dient uitgevoerd te worden overeenkomstig artikel 69 van voormelde wet van 30 juni 1994. Dit artikel voorziet dat de sommen die worden geïnd en waarvan uiteindelijk blijkt dat ze niet kunnen worden uitgekeerd, door de beheersvennootschappen moeten worden verdeeld onder de rechthebbenden van de betrokken categorie, op de wijze die bij tweederde meerderheid van de algemene vergadering wordt bepaald. Bij gebreke van een dergelijke meerderheid wordt met dit doel speciaal een nieuwe algemene vergadering bijeengeroepen, die bij gewone meerderheid beslist. Over de aanwending van deze sommen maakt de commissaris-revisor jaarlijks een bijzonder verslag op.

Zodra een rechthebbende van een op de gemeenschappelijke rekening gestort bedrag geïdentificeerd is, kan deze dit bedrag opeisen bij één van de door de Koning bij toepassing van artikel 13, tweede lid, van de wet van 30 juni 1994, aangeduide beheersvennootschappen. Hij is dus niet verplicht dit bedrag bij alle door de Koning aangewezen vennootschappen op te eisen.

De beheersvennootschappen dienen volgens artikel 3, § 1, de lijst van rechthebbenden die hen vrijwillig het beheer hebben toevertrouwd, over te maken aan de afgevaardigde van de Minister, zoals bedoeld in artikel 76 van voormelde wet van 30 juni 1994. Zij zorgen er tevens voor dat deze lijst regelmatig bijgewerkt wordt.

De afgevaardigde van de Minister zal de bekendmaking van de lijsten van rechthebbenden verzekeren door deze op schriftelijk verzoek en op hun kosten aan derden over te maken.

Deze bepaling streeft een betere samenwerking tussen de beheersvennootschappen en de debiteurs na. Door middel van identificatie van rechthebbenden die vrijwillig het beheer van hun rechten hebben toevertrouwd aan één van de aangewezen beheersvennootschappen, kan veelal een onverschuldigde storting op de gemeenschappelijke rekening vermeden worden. De afgevaardigde van de Minister kan volgens zijn algemene bevoegdheden waken over de juistheid van de inhoud van de hem door de beheersvennootschappen overgemaakte lijsten.

De door de Koning aangewezen beheersvennootschappen publiceren volgens artikel 3, § 2, één maal per jaar de lijst van de rechthebbenden waarvan de werken het voorwerp hebben uitgemaakt van een openbare verkoop die aanleiding heeft gegeven tot het storten van het volgrecht op de gemeenschappelijke rekening, evenals de datum van de openbare verkoop en van de kennisgeving van de verkoop aan één van de erkende beheersvennootschappen, in het *Belgisch Staatsblad*. Bij gebrek aan enige identificatie van rechthebbenden, dienen zij de lijst van de werken die aanleiding hebben gegeven tot het storten van het volgrecht op de gemeenschappelijke rekening, evenals de datum van de openbare verkoop en de datum van de kennisgeving van de verkoop aan één van de erkende beheersvennootschappen, te publiceren in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze bepaling zorgt voor de nodige publiciteit ten aanzien van de op het tijdstip van de kennisgeving van de verkoop nog niet geïdentificeerde rechthebbenden. Deze kunnen zich naar aanleiding van deze publicatie aanbieden bij één van de aangeduide beheersvennootschappen ten einde hun volgrechten te bekomen. Dergelijke informatie is

réclamer les droits de suite dans un délai de 3 ans. Après ce délai, les droits de suite seront soumis au régime de l'article 69 de la loi précitée du 30 juin 1994.

L'entrée en vigueur du présent arrêté aura pour effet, en application de l'article 89, § 2, de la loi précitée du 30 juin 1994 de rendre applicables les articles 11 à 13 de cette loi et d'abroger la loi du 25 juin 1921 frappant d'un droit les ventes publiques d'oeuvres d'art au profit des artistes auteurs des oeuvres vendues (M.B., 20 août 1921).

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 3 décembre 1997, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "désignant les sociétés de gestion chargées de percevoir et de redistribuer les droits de suite qui n'ont pu être payés et fixant les modalités de redistribution des droits de suite visés à l'article 13, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins", a donné le 27 avril 1998 l'avis suivant :

Examen du projet

Intitulé

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

« Arrêté royal relatif à la perception et à la redistribution de certains droits de suite en matière du droit d'auteur et des droits voisins. » .

Dispositif

Article 1^{er}

1. Le texte néerlandais de la phrase liminaire devrait mentionner l'intitulé complet de la loi du 30 juin 1994. Le texte néerlandais devrait donc être complété ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Il y a lieu d'omettre les adresses qui sont mentionnées aux 1°, 2° et 3°.

Par ailleurs, le texte néerlandais des 1°, 2° et 3° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2

Alinéa 1^{er}.

1. Il est préférable, dans le texte français, d'écrire "ouvrent" plutôt que "créent" un compte commun.

2. Le mot "précité" doit être remplacé par les mots "13, alinéa 2, de la loi précitée".

3. Le caractère obligatoire d'une disposition se marque par le recours à l'indicatif présent et non au futur. Il convient de remplacer le verbe "seront" par "sont".

Alinéa 2.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

immers onontbeerlijk voor een rechthebbende, daar de volgrechten binnen de termijn van 3 jaar door hem dienen te worden opgeëist. Na het verstrijken van deze termijn worden de volgrechten immers aan het regime van artikel 69 van voormelde wet van 30 juni 1994 onderworpen.

De inwerkingtreding van onderhavig koninklijk besluit zal bij toepassing van artikel 89, § 2, van voormelde wet van 30 juni 1994 de artikelen 11 tot en met 13 in werking doen treden, en de wet van 25 juni 1921 tot het innen van een recht op de openbare kunstveilingen, ten bate van de kunstenaars, auteurs der verkochte werken (B.S., 20 augustus 1921), opheffen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar
De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 3 december 1997 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot aanwijzing van de beheersvennootschappen, belast met de inning en de verdeling van de volgrechten die niet konden worden uitgekeerd en houdende de vaststelling van de wijze van verdeling van de volgrechten bedoeld in artikel 13, tweede lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten", heeft op 27 april 1998 het volgende advies gegeven :

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Het opschrift zou beter als volgt worden gesteld :

« Koninklijk besluit betreffende de inning en de verdeling van bepaalde volgrechten op het stuk van het auteursrecht en van de naburige rechten. » .

Bepalend gedeelte

Artikel 1

1. In de inleidende zin behoort het volledige opschrift van de wet van 30 juni 1994 te worden weergegeven. Men schrijve : "... van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten. » .

2. De adressen vermeld in de onderdelen 1°, 2° en 3°, dienen te vervallen.

Bovendien behoort telkens te worden geschreven : «burgerlijke vennootschap die de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid heeft aangenomen".

Artikel 2

Eerste lid.

1. In de Franse tekst is het beter "ouvrent un compte commun" te schrijven dan "créent un compte commun".

2. De woorden "in voormeld artikel" dienen te worden vervangen door de woorden "in artikel 13, tweede lid, van de voormelde wet".

3. Om aan te geven dat een bepaling een verplichting oplegt, wordt, zowel in het Nederlands als in het Frans, de onvoltooid tegenwoordige tijd gebruikt en niet de onvoltooid toekomstige tijd. In de Franse tekst dient het woord "seront" te worden vervangen door het woord "sont".

Tweede lid.

Men schrijve :

« De in artikel 1 vermelde beheersvennootschappen verdelen de op de gemeenschappelijke rekening gestorte bedragen onder elkaar in verhouding tot het bedrag aan volgrechten dat elk van hen tijdens het voorbije kalenderjaar heeft geïnd. » .

Alinéa 3.

Pour plus de clarté, il convient d'écrire "... visée à l'article 1^{er}, à la suite de la répartition visée à l'alinéa 2 ne sont redistribuées aux ayants droits... » .

Article 3

Le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er} devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

La Chambre était composée de :

MM. :

J.-J. Stryckmans, président;

Y. Kreins, P. Quertainmont, conseillers d'Etat;

P. Gothot, assesseurs de la section de législation;

Mme B. Vigneron, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M.X. Delgrange, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme. F. Carlier, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le greffier,

B. Vigneron.

Le président,

J.-J. Stryckmans.

[98/09600]

8 JUILLET 1998. — Arrêté royal relatif à la perception et à la redistribution de certains droits de suite en matière de droit d'auteur et de droits voisins et désignant les sociétés de gestion chargées de percevoir et de redistribuer les droits de suite qui n'ont pu être payés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, modifiée par la loi du 3 avril 1995, notamment les articles 13 et 76;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 4 mai 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les sociétés de gestion chargées de redistribuer les sommes visées à l'article 13, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins sont :

1° La « société de gestion de l'ARAPB », société coopérative civile à responsabilité limitée;

2° la « société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs », société coopérative civile à responsabilité limitée;

3° la « société multimedia des auteurs des arts visuels », société coopérative civile à responsabilité limitée.

Art. 2. Les sociétés de gestion visées à l'article 1^{er}, ouvrent un compte commun auprès d'une institution financière sur lequel les sommes visées à l'article 13, alinéa 2, de la loi précitée sont versées. Les intérêts sont capitalisés.

Les sociétés de gestion visées à l'article 1^{er} se répartissent entre elles les sommes versées sur le compte commun proportionnellement au à dater de la notification de la vente, conformément aux règles prévues à l'article 69 de la loi précitée. montant des droits de suite perçues par chacune d'entre elles au cours de l'année civile précédente.

Les sommes perçues par chacune des sociétés de gestion visées à l'article 1^{er}, à la suite de la répartition visée à l'alinéa 2 ne sont redistribuées aux ayants droit qu'à l'expiration d'un délai de trois ans à dater de la modification de la texte informément aux règles prévues à l'article 69 de la loi précitée.

Derde lid.

Met het oog op de duidelijkheid schrijve men : "De bedragen die door elk van de in artikel 1 vermelde beheersvennootschappen worden geïnd, worden, na de verdeling bepaald in het tweede lid, overeenkomstig de regels bepaald in artikel 69 van de voormelde wet, pas onder de rechthebbenden herverdeeld bij het verstrijken van een termijn van drie jaar vanaf de kennisgeving van de verkoop. » .

Artikel 3

In het eerste lid behoort de uitdrukking "maken... over" te worden vervangen door de uitdrukking "zenden... over" en de uitdrukking "elke zes maanden" door de uitdrukking "om de zes maanden".

De Kamer was samengesteld uit :

de heren :

J.-J. Stryckmans, voorzitter;

Y. Kreins, P. Quertainmont, staatsraden;

P. Gothot, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. B. Vigneron, toegevoegd griffier.

Het rapport werd uitgebracht door de heer X. Delgrange, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. F. Carlier, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-L. Stryckmans.

De griffier,

B. Vigneron.

De voorzitter,

J.-J. Stryckmans.

[98/09600]

8 JULI 1998. — Koninklijk besluit betreffende de inning en de verdeling van bepaalde volgrechten op het stuk van het auteursrecht en van de naburige rechten en tot aanwijzing van de beheersvennootschappen, belast met de inning en de verdeling van de volgrechten die niet konden worden uitgekeerd

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, zoals gewijzigd door de wet van 3 april 1995, inzonderheid de artikelen 13 en 76;

Gelet op het advies van de Raad van State van 4 mei 1998;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De beheersvennootschappen belast met de verdeling van de bedragen bedoeld in artikel 13, tweede lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten zijn;

1° De « beheersvennootschap ARAPB », burgerlijke vennootschap die de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid heeft aangenomen;

2° de « Belgische vereniging van auteurs, componisten en uitgevers », burgerlijke vennootschap die de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid heeft aangenomen;

3° de « Multimediamaatschappij van de auteurs van de visuele kunsten », burgerlijke vennootschap die de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid heeft aangenomen.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde beheersvennootschappen openen een rekening bij een financiële instelling, waarop de bedragen bepaald in artikel 13, tweede lid, van de voormelde wet worden gestort. De interesten worden gekapitaliseerd.

De in artikel 1 vermelde beheersvennootschappen verdelen de op de gemeenschappelijke rekening gestorte bedragen onder elkaar in verhouding tot het bedrag aan volgrechten dat elk van hen tijdens het voorbije kalenderjaar heeft geïnd.

De bedragen die door elk van de in artikel 1 vermelde beheersvennootschappen worden geïnd, worden, na de verdeling bepaald in het tweede lid, overeenkomstig de regels bepaald in artikel 69 van de voormelde wet, pas onder de rechthebbenden herverdeeld bij het verstrijken van een termijn van drie jaar vanaf de kennisgeving van de verkoop.

Art. 3. § 1. Les sociétés de gestion transmettent au délégué du Ministre, visé à l'article 76 de la loi précitée, la liste des ayants droit qui leur ont volontairement confié la gestion de leur droit de suite et veillent à ce que cette liste soit mise à jour tous les six mois.

Toute personne peut obtenir sur demande écrite, à ses frais, la liste visée à l'alinéa précédent auprès du délégué du Ministre.

§ 2. Les sociétés de gestion visées à l'article 1^{er} publient une fois par an au *Moniteur belge* :

— la liste des ayants droit dont les œuvres ont fait l'objet d'une vente publique ayant donné lieu au versement du droit de suite sur le compte commun, au cours de l'année civile précédente, ainsi que la date de la vente publique et la date de la notification de la vente à une de ces sociétés de gestion des droits, ou

— à défaut d'identification des ayants droit, la liste des œuvres ayant fait l'objet d'une vente publique ayant donné lieu au versement du droit de suite sur le compte commun, au cours de l'année civile précédente, ainsi que la date de la vente publique et la date de la notification de la vente à une de ces sociétés de gestion des droits.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 juillet 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Art. 3. § 1. De beheersvennootschappen zenden de lijst van de rechthebbenden die hen vrijwillig het beheer hebben toevertrouwd, over aan de afgevaardigde van de Minister, zoals bepaald in artikel 76 van voormelde wet, en zorgen ervoor dat deze lijst om de zes maanden bijgewerkt wordt.

Eenieder kan op schriftelijke aanvraag, de in het vorige lid bepaalde lijst op eigen kosten verkrijgen bij de afgevaardigde van de Minister.

§ 2. De in artikel 1 bepaalde beheersvennootschappen publiceren eenmaal per jaar in het *Belgisch Staatsblad* :

— de lijst van rechthebbenden waarvan de werken die tijdens het vorig kalenderjaar deel hebben uitgemaakt van een openbare verkoop die aanleiding heeft gegeven tot het storten van het volgrecht op de gemeenschappelijke rekening, evenals de datum van de openbare verkoop en de datum van de kennisgeving van de verkoop aan één van deze beheersvennootschappen, of,

— bij ontstentenis van identificatie van de rechthebbenden, de lijst van de werken die tijdens het vorig kalenderjaar deel hebben uitgemaakt van een openbare verkoop die aanleiding heeft gegeven tot het storten van het volgrecht op de gemeenschappelijke rekening, evenals de datum van de openbare verkoop en de datum van de verkoop aan één van deze beheersvennootschappen.

Art. 4. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 juli 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 169

[C - 99/22031]

13 JANVIER 1999. — Arrêté royal fixant le montant et les modalités de paiement des frais et redevances associés au label écologique européen

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 juillet 1994 portant création du Comité d'attribution du label écologique européen, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1997 relatif au Comité d'attribution du label écologique européen,

Vu le Règlement (CEE) n° 880/92 du Conseil du 23 mars 1992 concernant un système communautaire d'attribution de label écologique, notamment l'article 11;

Vu la Décision 93/326/CEE de la Commission des Communautés européennes du 13 mai 1993 définissant des orientations relatives à la fixation des coûts et redevances associés au label écologique communautaire;

Vu la Décision 93/517/CEE de la Commission des Communautés européennes du 15 septembre 1993 concernant un contrat type relatif aux conditions d'utilisation du label écologique communautaire;

Vu l'avis du Comité d'attribution du label écologique européen, donné le 28 octobre 1998;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 26 novembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998,

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 169

[C - 99/22031]

13 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van het bedrag en de wijze van betaling van de kosten en rechten verbonden aan het Europese milieukeurmerk

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 juli 1994 inzake de oprichting van een Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk, inzonderheid artikel 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 1997 betreffende het Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk,

Gelet op Verordening (EEG) nr. 880/92 van de Raad van 23 maart 1992 inzake een communautair systeem voor de toekenning van milieukeuren, inzonderheid artikel 11;

Gelet op de Beschikking 93/326/EEG van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 13 mei 1993 tot vastlegging van richtsnoeren voor de vaststelling van de kosten en vergoedingen voor aanvragen van en voor het gebruik van de communautaire milieukeur;

Gelet op de Beschikking 93/517/EEG van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 15 september 1993 betreffende een standaardcontract over de gebruiksvoorwaarden voor de communautaire milieukeur;

Gelet op het advies van het Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk, gegeven op 28 oktober 1998;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 26 november 1998;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 22 december 1998,

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;